

Procédure adaptée
(Articles R2123-1 à R2123-8 du code de la commande publique)

Accord-cadre à bons de commande et marchés subséquents sans minimum et avec un maximum
(Articles R2162-1 à R2162-6 du code de la commande publique)

Etabli en vertu de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 du code de la commande publique et le décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 du code de la commande publique et des dispositions de l'arrêté du 19 juillet 2018, portant règlement sur les marchés des Organismes de Sécurité Sociale du Régime Général



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

**Prestations de collecte, transport, traitement et valorisation des déchets
(hors déchets ménagers), et prestations associées pour
la Caisse Primaire d'Assurance Maladie du Bas-Rhin**

Caisse Primaire d'Assurance Maladie du Bas-Rhin
16 Rue de Lausanne
67090 STRASBOURG Cedex

SOMMAIRE

PARTIE I : GENERALITES **3**

ARTICLE 1	OBJET DU MARCHE	3
ARTICLE 2	IDENTIFICATION DU MARCHE	3
2.1.	TYPE DE MARCHE	3
2.2.	TYPE DE PROCEDURE	3
2.3.	ALLOTISSEMENT	3
ARTICLE 3	PARTIES CONTRACTANTES	4
ARTICLE 4	DUREE DU MARCHE	4
ARTICLE 5	DOCUMENTS CONTRACTUELS	5

PARTIE II : ACCORD-CADRE, ÉMISSION DES BONS DE COMMANDE ET MARCHES SUBSEQUENTS **5**

ARTICLE 6	ACCORD-CADRE MONO ATTRIBUTAIRE – BONS DE COMMANDE ET ORDRES DE SERVICES	5
ARTICLE 7	ACCORD-CADRE MONO ATTRIBUTAIRE MARCHES SUBSEQUENTS	6
7.1.	GENERALITES	6
7.2.	PROCEDURE	6
7.3.	PRIX DES MARCHES SUBSEQUENTS	7

PARTIE III : PRIX ET REGLEMENT **8**

ARTICLE 8	PRIX DU MARCHE	8
8.1.	FORME DE PRIX	8
8.2.	ACTUALISATION DES PRIX	8
8.3.	REVISION DES PRIX	8
ARTICLE 9	EXECUTION FINANCIERE DU MARCHE	9
9.1.	AVANCES	9
9.2.	ACOMPTES	9
9.3.	DEMATERIALISATION DES FACTURES	9

PARTIE IV : EXECUTION **10**

ARTICLE 10	SOUS-TRAITANCE	10
ARTICLE 11	COTRAITANCE	10
ARTICLE 12	INSTALLATION	11

PARTIE V : PENALITES, PRIMES ET CAS DE RÉSILIATION **11**

ARTICLE 13	PENALITES	11
13.1.	PENALITES POUR NON-RESPECT DES DELAIS CONTRACTUELS	11
13.2.	PENALITES POUR NON-COLLECTE DES ARCHIVES ET/OU DECHETS	11
13.3.	PENALITES POUR NON-RESPECT DE L'OBLIGATION D'ENTRETIEN ET DE SUIVI DES EQUIPEMENTS ET PRESTATIONS	11
13.4.	PENALITES POUR NON-RESPECT DES CARACTERISTIQUES TECHNIQUES	12
13.5.	PENALITES POUR NON-RESPECT DES ENGAGEMENTS EN MATIERE ENVIRONNEMENTALE	12

13.6. PENALITES POUR NON-REMISE DU BORDEREAU D'ENLEVEMENT ET/OU DU CERTIFICAT DE DESTRUCTION DES DECHETS	12
13.7. PENALITES POUR NON-REMISE DU CERTIFICAT D'ETALONNAGE DU DISPOSITIF DE PESEE	12
13.8. PENALITES POUR NON-RESPECT DES ENGAGEMENTS EN MATIERE DE PROPRETE ET DE SECURITE	12

PARTIE VI : AUTRES **13**

ARTICLE 14 DEORGATION AU CCAG-FCS EN VIGUEUR **13**

PARTIE I : GENERALITES

ARTICLE 1 OBJET DU MARCHÉ

Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) a pour objet la collecte, transport, traitement et valorisation des déchets (hors déchets ménagers), et prestations associées pour la Caisse Primaire d'Assurance Maladie du Bas-Rhin.

ARTICLE 2 IDENTIFICATION DU MARCHÉ

2.1. Type de marché

Le présent marché public est un marché de services.

L'accord-cadre s'exécute par l'émission de bons de commande et de marchés subséquents.

L'accord-cadre est mono attributaire.

L'accord-cadre est conclu :

Sans minimum et avec maximum d'un montant de 139 999,00 € HT.

2.2. Type de procédure

La présente consultation est passée dans le respect des dispositions de l'article R2123-1 à R2123-8 du code de la commande publique, selon une procédure adaptée.

La présente consultation est établie en vertu de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 du code de la commande publique et le décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 du code de la commande publique et des dispositions de l'arrêté du 19 juillet 2018, portant règlement sur les marchés des Organismes de Sécurité Sociale du Régime Général.

2.3. Allotissement

Le marché ne fait pas l'objet d'un allotissement

ARTICLE 3 PARTIES CONTRACTANTES

Les parties contractantes sont :

La Caisse Primaire d'Assurance Maladie du Bas-Rhin,
désignée dans le présent C.C.A.P. par l'expression « Pouvoir Adjudicateur ».

L'Opérateur Economique de fournitures courantes et services,
désigné dans le présent C.C.A.P. par l'expression « le Titulaire », d'autre part.

Le représentant du pouvoir adjudicateur du marché est :

Monsieur Maxime ROUCHON
Directeur de la CPAM du Bas-Rhin,
16 Rue de Lausanne
67090 STRASBOURG Cedex

Le comptable assignataire est :

Monsieur Olivier ARNOUX
Directeur comptable et financier de la CPAM du Bas-Rhin
16 Rue de Lausanne
67090 STRASBOURG Cedex

ARTICLE 4 DUREE DU MARCHÉ

Le marché est passé pour une période d'un (1) an à compter du 18 mai 2026.

Il est reconductible trois (3) fois au maximum, de manière tacite, pour une période d'un an à chaque fois. La durée totale du marché ne peut excéder quatre (4) ans.

Dans l'hypothèse où le pouvoir adjudicateur ne souhaitait pas reconduire le marché, il lui incombe de respecter un délai de trois (3) mois entre la notification de non-reconduction au titulaire et la fin effective du marché.

ARTICLE 5 DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le marché est constitué par les éléments contractuels énumérés ci-dessous :

- l'Acte d'Engagement et ses éventuelles annexes, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant ;
- le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses éventuelles annexes ;
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses éventuelles annexes ;
- le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS) en vigueur depuis le 01/04/2021 ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché ;
- l'offre technique et financière du candidat.
- Le livret de sécurité du prestataire fourni au moment de la notification du marché ;
- Le règlement européen sur la protection des données (RGPD) n°2016/679 du 27 avril 2016, entré en vigueur le 25 mai 2018 ;

Seuls les exemplaires conservés aux archives de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie du Bas-Rhin font foi.

La notification du marché comprend une copie, délivrée sans frais par le pouvoir adjudicateur au titulaire, de l'acte d'engagement et des autres pièces constitutives du marché, à l'exception de toute pièce ayant fait l'objet d'une publication officielle.

Le pouvoir adjudicateur remet également au titulaire, sans frais, l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité nécessaire à la cession ou au nantissement du marché.

PARTIE II : ACCORD-CADRE, ÉMISSION DES BONS DE COMMANDE ET MARCHES SUBSEQUENTS

ARTICLE 6 ACCORD-CADRE MONO ATTRIBUTAIRE – BONS DE COMMANDE ET ORDRES DE SERVICES

6.1. Bons de commande

Les bons de commande sont notifiés par le pouvoir adjudicateur au titulaire.

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au signataire du bon de commande concerné dans un délai de quinze jours à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Le titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

En cas de cotraitance, les bons de commande sont adressés au mandataire du groupement, qui a seul compétence pour formuler des observations au pouvoir adjudicateur.

Les bons de commande ne peuvent être conclus ou émis que durant la période de validité de l'accord-cadre. Leur durée d'exécution est fixée conformément aux conditions habituelles d'exécution des prestations faisant l'objet de l'accord-cadre. Le pouvoir adjudicateur ne peut fixer une durée telle que l'exécution des bons de commande se prolonge au-delà de la limite de validité de l'accord-cadre dans des conditions qui méconnaissent l'obligation d'une remise en concurrence périodique.

Les bons de commande sont des documents écrits adressés aux titulaires de l'accord-cadre qui précisent celles des prestations, décrites dans l'accord-cadre, dont l'exécution est demandée et en déterminent la quantité.

6.2. Ordres de services

Les ordres de service sont notifiés par le pouvoir adjudicateur au titulaire.

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un ordre de service qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au signataire de l'ordre de service concerné, dans un délai de quinze jours à compter de la date de réception de l'ordre de service, sous peine de forclusion.

Le titulaire se conforme aux ordres de service qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

En cas de cotraitance, les ordres de service sont adressés au mandataire du groupement, qui a seul compétence pour formuler des observations au pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 7 ACCORD-CADRE MONO ATTRIBUTAIRE MARCHES SUBSEQUENTS

7.1. Généralités

Des marchés subséquents sont passés uniquement pour les prestations qui nécessiteront une intervention égale ou supérieure à un jour/homme (8h00) sur site ou toute intervention non prévue dans le CCTP et/ou le BPU.

Les marchés subséquents sont passés pendant la durée de validité de l'accord-cadre. Tous les éléments qui ne sont pas fixés dans l'accord-cadre sont à préciser pour chaque marché subséquent.

La durée des marchés subséquents est spécifiée dans chaque marché subséquent.

7.2. Procédure

➤ Demande de devis

A la survenance de chaque besoin, le pouvoir adjudicateur adresse une demande de devis au titulaire. Celui-ci fait son affaire de tous les repérages et études nécessaires pour l'établissement de son devis.

Le titulaire a l'obligation de répondre à toutes les demandes qui lui sont transmises dans les délais indiqués par le pouvoir adjudicateur. En cas de non réponse, le pouvoir adjudicateur pourra appliquer des pénalités, résilier l'accord-cadre et / ou faire réaliser la prestation aux frais et risques du titulaire. De même, le titulaire s'engage à ne pas déposer des offres irrégulières, inacceptables et inappropriées.

➤ Etablissement du devis

Le titulaire s'engage à remettre un devis dans le délai maximal indiqué dans la demande de devis.

Le devis établi par le titulaire doit comprendre :

- Le nom, la raison sociale et les coordonnées du titulaire ;
- La date de la demande ;
- La référence du devis ;
- La date du devis ;
- Le numéro de l'accord-cadre ;

Caisse Primaire d'Assurance Maladie du Bas-Rhin

Siège : 16 Rue de Lausanne - 67090 STRASBOURG Cedex

Tél. : 36 46 (Service gratuit + prix appel) – www.ameli.fr

- L'adresse du site concerné par les prestations ;
- L'intitulé de l'opération ou des prestations ;
- Un descriptif, un quantitatif et un estimatif des prestations ;
- Un planning prévisionnel de la prestation le cas échéant ;
- En cas de groupement ou de sous-traitance : un tableau de répartition des prestations ;
- Le visa de la personne en charge du marché.

Le titulaire communique son devis à la personne représentant le pouvoir adjudicateur sous format informatique via un courriel.

En cas de disparité portant sur les quantités ou les montants, il peut être demandé au prestataire de rectifier son devis après vérification de mètre réalisé sur place en présence des deux parties.

Il convient de préciser que cette demande de devis ne pourra en aucun cas constituer un quelconque engagement de la CPAM du Bas-Rhin.

Le titulaire aura pris soin d'examiner lors de sa visite sur site, si nécessaire, l'ensemble des dispositions à prendre pour mener à terme l'ensemble des prestations.

Le titulaire présente son offre ou sa proposition dans un devis transmis au pouvoir adjudicateur, dans le respect des prestations attendues qui déterminent les conditions dans lesquelles le marché subséquent est exécuté.

Sauf indication contraire dans la demande de devis, la durée de validité des offres est de 90 jours à compter de la transmission du devis au pouvoir adjudicateur.

➤ **Etablissement du marché subséquent**

Après éventuelle rectification du devis, la personne représentant le pouvoir adjudicateur établit le marché subséquent sur la base du devis définitif réalisé par le titulaire. Le document principal, établi par le pouvoir adjudicateur, comporte au minimum les éléments suivants (sauf s'ils figurent également dans le devis annexé) :

- L'objet de la consultation et le numéro du marché subséquent ;
- Nom et numéro de l'accord-cadre sur lequel le marché subséquent est passé ;
- Identification du pouvoir adjudicateur ;
- Le lieu d'exécution ;
- L'intitulé de la prestation ;
- La date ou la période de la prestation ;
- La signature du document valant conclusion du marché subséquent

➤ **Composition du marché subséquent**

Chaque marché subséquent est composé au minimum :

- Du document réalisé et signé par le pouvoir adjudicateur
- En annexe : le devis réalisé et signé par le titulaire.

Ces documents valent acte d'engagement et cahier des charges du marché subséquent.

Ces documents doivent respecter intégralement les clauses et obligations indiquées dans l'accord-cadre et ses annexes, tout au long de l'exécution du marché. En effet, ces documents prévalent sur les documents constitutifs des marchés subséquents. Les compléments apportés aux caractéristiques de l'offre retenue pour l'attribution de l'accord-cadre ne peuvent avoir pour effet de les modifier substantiellement.

➤ **Notification du marché subséquent**

Le document réalisé et signé par le pouvoir adjudicateur et son annexe sont notifiés au titulaire.

7.3. Prix des marchés subséquents

Le titulaire présente, pour les marchés subséquents, des offres financières et techniques au moins aussi avantageuses que les offres présentées dans l'accord-cadre. Une augmentation des prix indiqués à l'annexe financière de l'accord-cadre est interdite, hors révision des prix.

PARTIE III : PRIX ET REGLEMENT

ARTICLE 8 PRIX DU MARCHÉ

8.1. Forme de prix

Les prix sont révisables.

Le marché est traité à prix unitaires pour toutes les prestations de mises à disposition ponctuelle, d'enlèvement, de transport, de traitement, de valorisation et à prix forfaitaires pour les mises à dispositions annuelles.

Les prix figurant dans le bordereau de prix sont réputés établis aux conditions économiques du mois de mars 2026. Ce mois est appelé mois zéro (M0).

8.2. Actualisation des prix

Actualisation des prix : Non

8.3. Révision des prix

Révision des prix : Oui

Périodicité de révision : Les prix peuvent être révisés annuellement lors de chaque reconduction du marché. Pour cela, le prestataire doit demander expressément cette révision des prix, au maximum un mois après la date de reconduction. La révision est applicable uniquement pour les prestations effectuées postérieurement à la date de reconduction du marché.

La révision est effectuée par application de la formule suivante :

$$Pr = Po \times \left(0,30 + 0,35 \frac{ICHT-E In}{ICHT-E lo} + 0,35 \frac{TRTP In}{TRTP lo} \right)$$

Dans laquelle :

Pr : Prix révisé

Po : Prix d'origine

In : Indice mensuel ou à défaut le dernier indice connu au mois de révision

lo : Indice mensuel au mois d'établissement des prix, désigné mois zéro

Indice(s) choisi(s) :

ICHT-E : Salaires, revenus et charges sociales – indice de coût horaire du travail, tous salariés, de la production et la distribution d'eau; de l'assainissement, de la gestion des déchets et de la dépollution.

TRTP : Transport routier pour les travaux publics

ARTICLE 9 EXECUTION FINANCIERE DU MARCHE

9.1. Avances

Il sera fait application de l'option B du CCAG FCS selon les conditions décrites au présent article.

Le titulaire peut refuser le versement de l'avance.

Une avance pourra être accordée au titulaire du marché lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 euros hors taxes et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

L'avance est calculée sur la base du montant du marché public diminué, le cas échéant, du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct. La demande de versement de l'avance au sous-traitant agréé est présentée par celui-ci au pouvoir adjudicateur. Le sous-traitant joint à cette demande une attestation du titulaire, indiquant le montant des prestations que le sous-traitant doit exécuter, au cours des douze mois suivant la date de commencement de leur exécution

Dans le cas d'un accord-cadre exécuté au moyen de bons de et comportant un montant minimum supérieur à 50 000 euros HT, l'avance est accordée en une seule fois sur la base de ce montant minimum. Dans le cas d'un accord-cadre exécuté au moyen de bons de commande ne comportant pas de minimum fixé en valeur, l'avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 euros HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois.

Le montant de l'avance est fixé :

- Dans le cas d'un accord-cadre à bons de commande ne comportant pas de minimum fixé en valeur, pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 euros HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois, à 5 % du montant du bon de commande si la durée prévue pour l'exécution de celui-ci est inférieure ou égale à douze mois. Si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par la durée prévue pour l'exécution de celui-ci exprimée en mois.

En tout état de cause, le montant de l'avance ne peut excéder 30 % des montants indiqués ci-dessus. L'avance peut toutefois être portée à un maximum de 60 % des montants mentionnés ci-dessus, sous réserve que le titulaire constitue une garantie à première demande.

Le versement de l'avance est conditionné à la constitution d'une garantie à première demande portant sur l'intégralité du remboursement de l'avance : Non

9.2. Acomptes

La périodicité du versement des acomptes est fixée à trois mois. Pour les marchés publics de fournitures et de services, il est ramené à un mois à la demande du titulaire.

9.3 Dématérialisation des factures

Dans le cadre de la modernisation de la commande publique, et dans un souci d'amélioration du délai de traitement des factures, la CPAM du Bas-Rhin s'engage dans la réception dématérialisée des factures de ses fournisseurs.

Le titulaire est invité à utiliser la solution informatique gratuite et sécurisée, Chorus Pro pour la transmission des factures sous forme dématérialisée.

Pour information, lors du dépôt des factures sur le portail **CHORUS PRO**, les informations suivantes devront être obligatoirement indiquées :

- Le **numéro de SIRET**, qui identifiera la CPAM du Bas-Rhin en tant que destinataire de la facture : **51744212500012**
- Le **code service** qui permettra de distinguer les différents services d'une même structure.

Pour vous : **SERVICE FACTURIER**

- Le **numéro d'engagement** qui correspond au **NUMERO DE COMMANDE**
- *A défaut de numéro de commande, il conviendra de mentionner le numéro du marché tel qu'il figure sur l'acte d'engagement qui vous a été notifié, ou, à défaut, toute référence permettant d'identifier votre prestation.*

Les factures devront comporter à minima, en application de l'article D.2192-2, les indications suivantes, conformes au marché :

- Le nom et adresse du Titulaire ;
- le numéro de facture (la numérotation des factures est chronologique et continue) ;
- le nom et adresse du destinataire ;
- le numéro du bon de commande ;
- le numéro du présent contrat ;
- le cas échéant, le numéro de son compte bancaire ou postal tel que précisé dans le présent article ;
- la date d'émission de la facture ;
- Les prestations effectuées, désignation des produit livrés, dates de livraison et quantités ;
- le prix unitaire H.T ou lorsqu'il y a lieu le prix forfaitaire, montant de la T.V.A. et le prix T.T.C;
- le prix total HT, montant total TVA, prix total TTC.

Dans le cas contraire un exemplaire original sera à adresser par voie postal à l'adresse suivante :

Caisse Primaire d'Assurance Maladie du Bas-Rhin
Service Ordonnancement
16 rue de Lausanne 67090 Strasbourg Cedex

PARTIE IV : EXECUTION

ARTICLE 10 SOUS-TRAITANCE

Pour les marchés publics de services ainsi que pour les marchés publics de fournitures comportant des services ou des travaux de pose ou d'installation dans le cadre d'un marché public de fournitures, le pouvoir adjudicateur exige que certaines tâches essentielles soient effectuées directement par le titulaire : Non.

ARTICLE 11 COTRAITANCE

Pour les marchés publics de services ainsi que pour les marchés publics de fournitures nécessitant des travaux de pose ou d'installation ou comprenant des prestations de service, le pouvoir adjudicateur exige que certaines tâches essentielles soient effectuées par l'un des membres du groupement : Non.

ARTICLE 12 INSTALLATION

Le titulaire a à sa charge l'installation du matériel : Oui.

PARTIE V : PENALITES, PRIMES ET CAS DE RÉSILIATION

ARTICLE 13 PENALITES

Le titulaire du marché s'engage à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour remplir ses obligations contractuelles ou, en cas d'impossibilité, à en informer l'organisme concerné, de préférence par courriel à l'adresse communiquée par ce dernier ou à défaut par tout autre moyen écrit, dans les plus brefs délais.

Cependant, en cas de non-respect des termes du marché public, le titulaire encourt les pénalités ci-dessous.

Par dérogation à l'article 14 du cahier des clauses administratives générales – fournitures courantes et services (CCAG-FCS) en vigueur depuis le 01/04/2021, ces pénalités s'appliqueront selon les conditions définies ci-après et sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure.

Les pénalités sont applicables dans les conditions exposées ci-dessus, et sont cumulables.

Elles sont notifiées par tout moyen écrit (courriel, courrier) permettant de donner une date certaine à la décision, mais principalement par échanges dématérialisés à l'adresse courriel communiquée par le titulaire dans son offre.

Les pénalités seront retenues sur les factures à régler.

Par dérogation aux stipulations de l'article 14 du CCAG-FCS en vigueur depuis le 01/04/2021, aucune exonération de pénalité n'est prévue.

En cas de résiliation du marché, les pénalités de retard sont, le cas échéant, appliquées jusqu'à la veille incluse de la date d'effet de la résiliation.

13.1. Pénalités pour non-respect des délais contractuels

Si le Titulaire ne respecte pas les délais contractuels (enlèvement ou livraison notamment en retard), ce dernier encourt une pénalité fixée à 50 euros par jour ouvrable de retard par non-respect constaté.

13.2. Pénalités pour non-collecte des archives et/ou déchets

En cas de non-collecte des déchets, compris au sens large, ou d'absence de remplacement des équipements pleins, le Titulaire encourt une pénalité fixée à 50 euros par site et par jour calendaire.

13.3. Pénalités pour non-respect de l'obligation d'entretien et de suivi des équipements et prestations

En cas de constat de non-respect de l'obligation d'entretien des équipements et de suivi des prestations, le Pouvoir Adjudicateur signale ce fait au Titulaire qui est tenu d'y remédier dans les plus brefs délais. Dans le cas où, aucune réponse n'est donnée après trois (3) jours ouvrés, le Titulaire encourt une pénalité de 50 euros par jour de non-intervention.

Le Pouvoir Adjudicateur procède à la constatation de ces manquements par tout moyen approprié (témoignages d'agents d'entretien, photographies, constats, ..).

Caisse Primaire d'Assurance Maladie du Bas-Rhin
Siège : 16 Rue de Lausanne - 67090 STRASBOURG Cedex
Tél. : 36 46 (Service gratuit + prix appel) – www.ameli.fr

S'entend comme un manquement persistant à l'obligation d'entretien et de suivi des installations donnant lieu à une pénalité le fait, pour le Titulaire du marché,

- de livrer un équipement non-conforme en termes d'hygiène ou de sécurité ;
- de ne pas intervenir suite à une demande de remplacement d'un équipement jugé défectueux installé sur un des sites de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie ;
- de ne pas fournir une pièce détachée manquante pour l'un de ses équipements ;
- de ne pas assurer le Service Après-Vente technique et commercial de ses équipements ou prestations, qui se caractérisent entre autre par l'impossibilité à joindre téléphoniquement un interlocuteur ou par l'absence de réponse du prestataire.

13.4. Pénalités pour non-respect des caractéristiques techniques

Le Titulaire encourt une pénalité de 50 euros pour chaque non-respect des caractéristiques techniques des équipements pour chaque site concerné.

Le Pouvoir Adjudicateur procède à la constatation de ces manquements par tout moyen approprié (témoignages d'agents, photographies, constats, ..).

Constituent notamment des manquements au respect des caractéristiques techniques demandées :

- le non-respect de la contenance du contenant livré au Pouvoir Adjudicateur ;
- le non-respect de la nature du contenant (benne, containers, poubelles) au Pouvoir Adjudicateur ;
- le non-respect des caractéristiques afférentes à chaque type d'équipement (équipement devant être sécurisé).

13.5. Pénalités pour non-respect des engagements en matière environnementale

A chaque non-respect des engagements pris en matière environnementale par le Titulaire dans son offre ou dans son mémoire technique ainsi que ceux indiqués dans le présent CCAP, ce dernier s'expose à une pénalité forfaitaire.

En l'espèce, si le titulaire ne respecte pas son engagement pris au sein du cadre de réponse technique concernant les véhicules utilisés dans le cadre des prestations réalisées au marché, il s'expose à une pénalité forfaitaire 300 euros par non-respect.

13.6. Pénalités pour non-remise du bordereau d'enlèvement et/ou du certificat de destruction des déchets

Pour chaque bordereau d'enlèvement non remis au Pouvoir Adjudicateur à chaque enlèvement et sur chaque site, le Titulaire s'expose à une pénalité d'un montant forfaitaire de 50 euros par jours ouvrés de retard.

13.7. Pénalités pour non-remise du certificat d'étalonnage du dispositif de pesée

Pour chaque certificat d'étalonnage du dispositif de pesée non remis au Pouvoir Adjudicateur à chaque enlèvement sur chaque site, le Titulaire s'expose à une pénalité d'un montant de 50 euros par jours ouvrés de retard.

13.8. Pénalités pour non-respect des engagements en matière de propreté et de sécurité

En cas de manquement à ses obligations de propreté des matériels et des opérations (exemple : papiers qui s'envolent, ...), le Titulaire encourt une pénalité fixée à 25 euros par type de manquement constaté.

En cas de manquement à ses obligations de sécurité lors de la réalisation de la prestation (exemple : comportements à risque, vitesse excessive, ...), le titulaire encourt une pénalité fixée à 200 euros par type de manquement constaté.

Le Pouvoir Adjudicateur procède à la constatation de ces manquements par tout moyen approprié (témoignages d'agents, photographies, constats, ..).

PARTIE VI : AUTRES

ARTICLE 14 DEROGATION AU CCAG-FCS EN VIGUEUR

- L'article 13 du CCAP déroge à l'article 14 du CCAG-FCS,